



COMMUNIQUE

BERCY !

Vers une grève ministérielle et une manifestation pour imposer d'autres choix ...

S'appuyant sur l'incontestable succès de la mobilisation des salariés du 4 octobre, les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC ont clairement interpellé le Gouvernement et les employeurs pour que des négociations s'ouvrent au plus vite sur toute une série d'exigences revendicatives. Au niveau Fonction Publique, les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, UNSA, CGC, FSU ont clairement exigé de Christian JACOB, l'ouverture « ...d'un processus de négociations portant prioritairement sur le pouvoir d'achat et la revalorisation du point d'indice ».

A Bercy, alors que la mobilisation du 4 octobre a été la plus forte dans l'ensemble de la fonction publique d'Etat, les Ministres poursuivent et aggravent les politiques particulièrement régressives mises en œuvre depuis plusieurs années.

Visiblement, Thierry Breton, ancien patron de France Télécom, décline à Bercy une politique largement inspirée par le Medef : baisse des prélèvements obligatoires, cadeaux fiscaux aux plus riches, privatisation et externalisation des missions, suppression massive et pluriannuelle des emplois, licenciements des personnels non titulaires, casses de l'Imprimerie Nationale, de l'UGAP..., absence de reconnaissance pécuniaire des qualifications, introduction de mesures issues du privé injustes et discriminatoires au travers de la réforme de la notation, de l'intéressement mais aussi de la définition d'indicateurs tyranniques...

Ces politiques génèrent aussi une profonde dégradation des conditions de travail. La fédération des finances CGT ne cesse d'être interpellée sur le développement d'une véritable souffrance au travail, produisant même de véritables drames humains.

Une telle situation montre bien qu'une toute autre politique doit être mise en œuvre au Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

C'est le sens même de la demande d'audience présentée au Ministre, le 20 octobre dernier, par les fédérations syndicales CGT, FDSU, FO, UNSA, CFTC.

Il est plus qu'urgent que le Ministre crée les conditions d'un véritable processus de négociations sur l'ensemble des revendications portées, depuis des mois, par les personnels.

Au moment où ces lignes sont écrites, les multiples mobilisations et expressions des personnels du Ministère avec leurs organisations syndicales indiquent que les personnels entendent bel et bien donner une suite à l'action du 4 octobre, comme le montre, par exemple, la mise en échec des journées portes ouvertes à la Direction Générale des Impôts.

Face au mépris affiché par le Ministre qui continue à nier la réalité de l'intervention des personnels, tout en se contentant d'afficher une nouvelle ambition sociale pour ces derniers qui se limiterait à la seule garantie des rémunérations et à un accompagnement de leur mobilité géographique, la Fédération des Finances CGT et ses syndicats se prononcent clairement pour créer les conditions d'une nouvelle montée en puissance et une généralisation de l'action au Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

C'est pourquoi, nous nous inscrivons pleinement dans l'objectif affiché par les fédérations syndicales CGT, FDSU, FO, UNSA, CFTC visant à « ...*créer les conditions d'une intervention encore plus forte des personnels du MINEFI, inscrite dans la durée, pour imposer la prise en compte des revendications des personnels* ».

Dés à présent, la Fédération des Finances CGT se prononce pour l'organisation, dans les meilleurs délais possibles, d'une nouvelle journée unitaire de grève ministérielle avec une manifestation nationale.

Montreuil, le 21 octobre 2005.